

Droit, économie, gestion Mention : Droit public

RNCP27239 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	120, 128
Code(s) ROME	K2108, K1903, K1902, K1401, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris Ouest Nanterre la Défense

<http://www.parisnanterre.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Enseigner et transmettre des connaissances - Réaliser des travaux de recherche.

Élaborer, préparer et encadrer des travaux dirigés

Conseiller et informer des personnes physiques ou morales en matière juridique.

Effectuer la gestion de contentieux : recevoir et étudier des requêtes puis définir et arrêter la procédure à suivre.

Présenter oralement la défense de personnes physiques ou morales.

Effectuer des recherches documentaires et réaliser une veille juridique.

Accomplir des démarches procédurales auprès d'organismes publics ou privés

Réaliser des opérations de gestion administrative.

Coordonner une administration.

Définir les objectifs et les moyens des programmes d'action des pouvoirs publics.

Faire le bilan d'une politique publique.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences spécifiques (savoirs) :

Connaissance des programmes de droit public enseignés depuis la licence 1 (droit constitutionnel, droit administratif, droit financier, droit des libertés fondamentales, gestion publique, droit de l'urbanisme, droit des contrats publics, droit des collectivités territoriales).

Connaissances plus spécifiques évaluées en 2ème année de master, en fonction du parcours choisi : droit public général, droit public financier, droit des technologies numériques et droits de l'homme.

Maîtrise de l'anglais juridique

Maîtrise du raisonnement juridique

Connaissance et maîtrise des outils documentaires, bases de données juridiques et informatiques.

Expérience professionnelle acquise par un stage qui peut être réalisé en 1ère et en 2ème année.

Compétences génériques (savoir faire) :

Capacité à définir une procédure et à suivre les investigations à mener

Capacité à construire une argumentation juridique

Capacité à synthétiser plusieurs documents

Capacité à analyser des textes juridiques
Capacité à réaliser des études de cas et des enquêtes sur le terrain
Capacité à faire une présentation orale sur une question de droit dans un temps délimité
Capacité à maîtriser une langue juridique
Capacité à mener une recherche juridique
Capacité à soutenir un rapport de stage ou un mémoire de recherche devant un jury

Compétences génériques (savoir être) :

Apporter un conseil juridique
Encadrer une équipe
Transmettre un savoir
Prendre la parole en public
Participer à un débat juridique

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du diplôme pourra exercer les fonctions de conseiller juridique auprès d'organismes publics, d'organismes privés (cabinets juridiques et associations) et d'entreprises publiques. Il pourra prendre en charge un service juridique dont l'activité intéresse le droit public, le droit financier, la gestion publique, les technologies numériques et les droits de l'homme et des libertés fondamentales

La vocation du master est également de préparer aux métiers du droit accessibles par concours ou examen réglementé : fonction publique étatique, territoriale et hospitalière, examen d'entrée à l'école française du barreau, concours des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, etc.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Conseiller juridique auprès d'une collectivité publique, d'une association, d'un cabinet d'avocat ou d'une entreprise publique, enseignant chercheur, assistant de justice, assistant dans un service juridique, responsable d'un service de documentation juridique.

Emplois accessibles sur concours : les concours de catégorie A et B de la fonction publique territoriale, les concours de la magistrature administrative, l'examen d'entrée à l'école française du barreau.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 698
Jugés difficiles à recruter	35 %
Emplois saisonniers	8 %

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Enseignants chercheurs et professionnels participant à la formation

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury VAE

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Portail étudiant du ministère de l'Education nationale : www.etudiant.gouv.fr Portail ONISEP : www.onisep.fr

Site internet de l'université Paris Ouest Nanterre : <http://www.u-paris10.fr/>

Site internet du laboratoire partenarié de droit CRDP : http://www.u-paris10.fr/recherche/ea-381-centre-de-recherche-en-droit-public-crdp--235674.kjsp?RH=rec_lab

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27239/>